

Le géant du vêtement Inditex refuse de signer les appels des ONG contre le travail forcé des Ouïgours

Le groupe espagnol qui détient Zara est dans le collimateur d'une coalition d'associations promouvant un textile éthique.

Par [Juliette Garnier](#)

Publié le 22 décembre 2020 à 11h09, mis à jour à 13h19



Collage féministe de soutien aux Ouïgours, en juin à Paris. GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

Inditex est dans l'embarras. Le groupe espagnol d'habillement peine à répondre publiquement à l'appel international de la coalition mondiale contre le travail forcé des Ouïgours lancé le 23 juillet. Quatre mois après, le Workers Rights Consortium, association de défense des droits des travailleurs, a « *dévoilé des preuves* » que le propriétaire de l'enseigne Zara « *s'approvisionne en tissu auprès des entreprises Huafu Fashion et Luthai Textile* ». La première exploite une usine de production de fils teints à Aksu ; en mai 2019, le quotidien américain *Wall Street Journal* avait déjà révélé comment ce site « *soumet* » ses employés « *à un programme de formation d'un mois* » mis en œuvre par le gouvernement chinois « *pour*

éradiquer leurs pensées extrémistes ». Luthai Textile est également un producteur de fils, mais aussi de tissus ; 80 % de ses dernières recrues sont issues de minorités ethniques, d'après une publication chinoise.

Interrogé par *Le Monde*, le groupe Inditex assure n'avoir « *aucune relation commerciale avec ces deux usines* ». La porte-parole du numéro un mondial de l'habillement refuse cependant de préciser si HuaFu Fashion et Luthai Textile ont, par le passé, fait partie de ses fournisseurs, fussent-ils indirects. Elle se contente de répéter combien « *l'approche* » d'Inditex relève de la « *tolérance zéro envers le travail forcé, quel qu'il soit* ».

Le groupe refuse aussi de dire s'il signera l'appel à actions monté par la Coalition XUAR – du nom de la province autonome (Xinjiang Uyghur Autonomous Region), il rassemble 300 organisations non gouvernementales dont, en France, le collectif Ethique sur l'étiquette – pour « *empêcher le recours au travail forcé des Ouïgours* ». Les signataires s'engagent notamment à « *identifier et cartographier ses relations d'affaires* » avec des fabricants installés au Xinjiang et ceux situés en dehors « *qui ont accepté des subventions du gouvernement ou ont employé des travailleurs fournis par le gouvernement* ». Et, le cas échéant, dès identification d'une relation d'affaires de ce type, il s'impose de « *s'en désengager* ». Outre Inditex, la Coalition XUAR s'est ainsi adressée à plusieurs grandes firmes de l'habillement, dont le suédois H&M, l'américain Gap, le japonais Uniqlo et l'allemand Adidas.

Situation inconfortable

Le groupe espagnol assure toutefois avoir répondu aux questions de Raphaël Glucksmann, député européen, et Nayla Ajaltouni, coordinatrice du collectif Ethique sur l'étiquette, qui, tous deux, représentent cette coalition et militent pour l'adoption d'un devoir de vigilance au niveau européen qui engagerait leur responsabilité lors de la violation des droits humains chez leurs fournisseurs. La firme dit aussi avoir entamé des « *conversations directes* » avec cette dernière, notamment pour expliquer « *son rôle actif dans la promotion des droits de l'homme* ». Mais il est fort probable que le groupe de La Corogne ne signera pas. Or, estime Nayla Ajaltouni, « *la seule action crédible* » serait précisément « *de signer l'appel à actions* », sorte de « *feuille de route pour se retirer de la région* » dans laquelle il est « *impossible d'exercer son obligation de vigilance en raison de la chape de plomb entretenue par le gouvernement chinois* ».

Inditex est, de ce fait, dans une situation inconfortable. Et la plupart de ses concurrents le sont également. Car le Xinjiang est une grosse zone de production de coton. Près de 20 % de la production mondiale en serait issue. Comment, dès lors, un distributeur de tee-shirts et de jeans peut-il assurer qu'aucun de ses sous-traitants ne se fournit dans cette région ? H&M dit y parvenir ; l'enseigne suédoise a annoncé qu'elle ne s'approvisionnerait plus en coton venant du Xinjiang.

Lacoste s'est également engagé, en juin, « *à cesser toute activité avec des fournisseurs et sous-traitants qui seraient impliqués dans le travail forcé des Ouïgours* ». La marque française dit avoir « *réalisé 337 audits sociaux en 2019* » afin de s'assurer « *qu'aucun de ses fournisseurs et sous-traitants ne soit impliqué dans l'exploitation des travailleurs forcés ouïgours, ainsi qu'à mettre fin aux relations commerciales avec les éventuels fautifs* ». Mais, de fait, toutes les entreprises sont confrontées « *à l'impossibilité de mener des audits fiables en Chine et plus particulièrement au Xinjiang* », juge un consultant. A tel point que plusieurs

bureaux de contrôle y refusent toute mission. C'est notamment le cas du bureau français Veritas. Pourquoi ? Interrogé sur les raisons de son refus par *Le Monde*, le groupe n'a pas souhaité faire de commentaires.

La crainte de mesures de rétorsion

Le secteur de l'habillement, dont la production est mondialisée, est dans une impasse. « *Beaucoup de marques disent que, pour elles, la seule solution serait en réalité de sortir de Chine* », constate Elisabeth Laville, fondatrice du cabinet Utopies, spécialiste de la responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises, en évoquant la « *complexité de l'approvisionnement dans le pays* » et la longue chaîne de production d'habillement – producteurs de matières premières, filateurs, tisseurs et confectionneurs – qui « *empêche les donneurs d'ordre de connaître parfaitement l'ensemble de leurs fournisseurs* ».

Le sujet est aussi éminemment politique. Nombre d'enseignes d'habillement craignent des mesures de rétorsion de Pékin si elles s'engagent publiquement à ne plus travailler avec le Xinjiang pour lutter contre le travail forcé des Ouïgours. Or, la Chine est un important terrain d'expansion de Zara et consorts. Le groupe, dont les ventes ont atteint 28,8 milliards d'euros en 2019, exploitait 7 469 magasins dans le monde fin janvier ; 570 d'entre eux sont situés en Chine continentale, soit huit fois qu'en 2010 (68 magasins). Et le pays demeure un gros fournisseur de ses enseignes Zara, Oysho et autres Stradivarius. Toutes ont encore besoin des usines chinoises pour leur assurer la production d'habillement en grandes séries et des prix plancher en magasins.

A La Corogne, siège du groupe Inditex, la [médiatisation récente du scandale du travail forcé des Ouïgours](#) pourrait mettre à mal « *l'exemplarité* » que Pablo Isla, son patron depuis 2005, revendique. Elu par deux fois « *best CEO* » (« meilleur PDG »), en 2017 et en 2018, par la revue *Harvard Business Review*, cet ancien avocat est notamment connu pour avoir doté le groupe d'une politique stricte de RSE, nommée « *right to wear* », qui inclut des engagements en matière de respect des droits de l'homme.

Inditex est dans une situation d'autant plus délicate que les jeunes consommateurs exigent désormais davantage des marques d'habillement qu'ils achètent. Pour preuve : depuis l'été, les internautes se rassemblent autour du hashtag #freeUyghurs (« libérez les Ouïgours »). En août, beaucoup se sont mobilisés pour ainsi « *dénoncer le plus grand internement de masse du XXI^e siècle* ».

Quitte à appeler à boycotter Zara. Puis, fin septembre, lors d'une opération coup de poing, des militantes féministes ont collé des messages « *Ici, on tue des Ouïghour.e.s* » sur plusieurs de ses vitrines en France. La cause vient aussi de gagner un nouveau porte-parole. Le footballeur Antoine Griezmann a annoncé, le 10 décembre, mettre « *un terme immédiat* » à son contrat de sponsoring signé en 2017 avec Huawei, fabricant chinois de téléphones qui, d'après une étude du cabinet de recherches IPVM publiée par le *Washington Post*, « *aurait contribué au développement d'une alerte à la détection de Ouïgours grâce à un logiciel de reconnaissance faciale* ».

Juliette Garnier